

Les autochtones ont de meilleurs revenus hors de leur réserve



LUNDI, 12 DÉCEMBRE 2011 09:00 JOURNAL FORUM

Les autochtones qui vivent dans les réserves au Québec sont plus susceptibles d'avoir un bas revenu que ceux qui résident à l'extérieur. Les écarts entre les communautés sont aussi très importants.

C'est ce qui ressort d'une analyse qu'a menée Émilie Meloche-Turcot dans sa maîtrise en sociologie sous la direction de Claire Durand, professeure à l'Université de Montréal, et Gérard Duhaime, professeur à l'Université Laval. «D'abord, il faut dire que les autochtones du Québec ne correspondent pas tous à l'image que donnent d'eux les médias. Pauvreté, violence familiale, toxicomanie ne font pas partie du quotidien de tous. En matière de revenus, en tout cas, certains membres des Premières Nations s'en tirent plutôt bien», dit la jeune femme qui a présenté ses résultats préliminaires à la conférence internationale du Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales le 2 décembre.



L'éducation joue un rôle majeur dans la hausse du niveau de vie. Ci-dessus, un gymnase dans une école crie de Chisasibi, dans le Nord québécois. De manière générale, souligne Mme Meloche-Turcot, les Cris s'en tirent mieux que d'autres communautés.

Plongeant dans le recensement national de 2006, le plus récent qui puisse être consulté, l'étudiante a isolé des variables comme le revenu, l'âge, la scolarité et l'emploi. Elle a retenu un échantillon de 30 000 Indiens inscrits âgés de 20 à 59 ans appartenant à la plupart des nations présentes au Québec.

Le salaire moyen de l'échantillon est de 18 890\$, au-dessus du seuil de la pauvreté pour une personne seule (établi par Statistique Canada en 2004 à 14 000\$). Si la pauvreté touche 25% des individus sélectionnés (qui gagnent moins de 9000 \$ par an), une proportion similaire reçoit un salaire de plus de 34 000\$ (salaire supérieur à celui des 75% de l'échantillon).

Même si l'auteure de l'étude n'ose pas se prononcer formellement sur les raisons de cet écart, elle fait remarquer que les autochtones travaillant dans le domaine de la gestion ou de la santé sont plus susceptibles d'obtenir un revenu supérieur à 34 100\$. D'ailleurs, l'éducation joue un rôle majeur dans la hausse du niveau de vie. «Une meilleure scolarité et la fréquentation d'un établissement d'enseignement postsecondaire augmentent sensiblement les chances de gagner un salaire plus élevé: elles passent du simple au double. Or, il y a encore des réserves sans écoles. Les familles indiennes hors des réserves sont donc favorisées.»

Les Cris s'en tirent mieux

La pauvreté existe, mais on ne la retrouve pas partout, rappelle Émilie Meloche-Turcot.

Les travaux de la sociologue ont permis de mettre au jour une grande disparité entre les communautés. Les Cris, par exemple, sont 7,5 fois plus susceptibles de gagner au-delà de 34 000 \$ que les Abénaquis, et les Hurons 3,6 fois plus. Les autres nations semblent mieux nanties que les Abénaquis, groupe de référence de l'étudiante.



Engagés depuis longtemps dans l'activité régionale grâce à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, les Cris ont créé des entreprises qui les aident à accéder à des conditions socioéconomiques plus favorables. Les facteurs comme le taux de scolarité plus haut, en moyenne, joueraient également un rôle. Mais Émilie Meloche-Turcot souligne que son analyse ne comprend pas une explication scientifique des raisons de ces écarts. «La méthodologie est au cœur de mon approche. J'aurais pu m'intéresser aux disparités à l'autre bout du monde, mais je me suis concentrée sur les Indiens inscrits du Québec parce qu'il y a actuellement une lacune en termes d'écrits scientifiques», indique-t-elle.

S'il y a des liens à faire avec l'actualité, elle signale que les communautés autochtones sont déjà appelées à prendre part au développement du Nord, tant vanté par le gouvernement de Jean Charest. «On a suggéré aux collectivités des Premières Nations d'y participer en s'inscrivant nombreuses aux écoles de métiers. Or, elles ont encore en mémoire le désastre des écoles résidentielles des années 50, quand on a littéralement arraché des enfants à leurs familles pour les emmener dans des pensionnats blancs.»

Pourquoi migrer?

L'étude de Mme Meloche-Turcot ne s'avance pas non plus sur les raisons qui poussent des individus à quitter leur réserve. Les résidents des «collectivités des Premières Nations» – expression jugée plus adéquate pour le mot «réserve», trop associé au colonialisme – disposent de certains droits qu'ils perdent s'ils cessent d'y vivre.

Or, ici encore, les modèles varient d'une nation à l'autre: des personnes ne paient aucun loyer pour le logement qu'elles habitent et qui demeure la propriété du conseil de bande; d'autres ont un loyer à verser qui sert à financer des projets collectifs. Les résidents ne paient pas de taxes non plus sur certains produits. Pour l'Indien inscrit dans le registre national, en général, la décision de quitter la réserve peut donc avoir des conséquences immédiates.

En plus de la scolarité, la situation géographique du migrant autochtone aurait une influence sur ses chances d'être mieux payé, révèle l'étude. Le choix de migrer dépend en outre de l'emplacement de la réserve: un résident de la communauté de Matimekush n'a pas de centre urbain aussi proche qu'un Indien de Kahnawake.

Doit-on conseiller à tous les autochtones de quitter leur communauté pour améliorer leur statut socioéconomique? La question est plus complexe qu'il y paraît. Si l'on sait que la famille, les perspectives d'emploi et la proximité des services comptent dans la décision de partir de la réserve, la jeune femme mentionne que peu de recherches se sont penchées sur cette question. Il faudrait l'examiner de façon approfondie. «C'est une des limites de ma recherche, observe-t-elle. Il faudrait que des chercheurs analysent par exemple l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2006 pour obtenir plus d'informations sur les Indiens qui ont quitté leur réserve. Pourquoi l'ont-ils fait? Pour combien de temps? Vers quelles régions leurs choix se sont portés? Leur sort est-il meilleur? Ce genre de questions demeure sans réponse à l'heure actuelle au Québec.»

Les Premières Nations sont en tout cas différentes, à ses yeux, de celles qu'on présente de façon générale. Pour elle, certains autochtones ont des conditions socioéconomiques autres que celles décrites par Richard Desjardins et Robert Monderie dans leur film *Le peuple invisible*. «La pauvreté existe, mais on ne la retrouve pas partout», commente-t-elle.

Mathieu-Robert Sauvé

Sur le Web

Département de sociologie